

CONSEIL
DE TUTELLEDistr.
LIMITEET/COM.5/L.114
12 mai 1955

ORIGINAL : FRANCAIS

COMMUNICATION DU COMITE UM NYOBE DE L'UNION DES POPULATIONS DU CAMEROUN
CONCERNANT LE CAMEROUN SOUS ADMINISTRATION FRANCAISE(Distribuée conformément à l'article 24 et à l'article complémentaire F
du règlement intérieur du Conseil de tutelle)COPIEUNION DES POPULATIONS DU CAMEROUN (U.P.C.)
(Section du rassemblement Démocratique Africain. (R.D.A.)
B.P. 22 - NEW BELL (Douala)

MOTION DE PROTESTATION

Le Comité (U.P.C.) UM NYOBE, réuni en séance extraordinaire en date du 20 Avril à New-Bell, Douala pour étudier la situation aggravante créée au Cameroun par Monsieur Roland Pré, Haut Commissaire de la République Française au Cameroun depuis sa prise de fonction au siège du gouvernement.

Il s'agit ici entre autres faits du système barbare où l'on assistait à une véritable chasse à l'homme le 19 Avril 1955. Tous les quartiers Indigènes ont été assiégés par des forces armées. Le passage était barré au patriotes Camerounais afin de nous empêcher de nous rendre au Bureau de notre Mouvement National (L'U.P.C.) qui était occupé par des forces de polices armées et dont les archives ont été fouillées de fond en comble. Les cases de quelques responsables de l'U.P.C. étaient occupées par les forces militaires. Partout dans la ville, les polices arrêtaient des Camerounais les frappaient, un bon nombre fut envoyé au commissariat de police de Douala.

Considérant que la politique de Monsieur Roland PRE est en contradiction avec la charte des Nations-Unies, les accords de Tutelle, la constitution Française, les accords de Tutelle et les droits de l'homme.

Considérant que la France a pris des engagements pour construire notre pays par des moyens pacifiques vers son autonomie ou indépendance.

Considérant que on ne peut pas dompter un peuple par la force.

Condamne avec véhémence le plan de haine et d'oppression pratiqué par Monsieur Roland PRE en l'endroit du Peuple Camerounais.

Demande la disparition immédiate des mesures de l'indigénat réinstaurées au Cameroun par le gouvernement PRE.

Demande l'application des accords de Tutelle et les propositions concrètes soumises à l'O.N.U. par le vrai peuple Camerounais par le canal du Mouvement National (U.P.C.)

Est prêt à collaborer avec le gouvernement Français du Cameroun pour une politique de paix et de collaboration amicale.

Demande l'application loyale du code du Travail loi No. 52-1322 du 15 Décembre 1952.

Décline toute sa responsabilité pour toute suite éventuelle pouvant provenir de la situation actuelle dont le gouvernement Français du Cameroun se rend sciemment coupable.
